

# Les étudiants en médecine restent vigilants

■ Ils refusent de signer un courrier leur demandant d'accepter la crise de l'Inami.

Un vent de panique s'est emparé des auditoires de médecine ces derniers jours. En cause, un courrier envoyé par l'UCL à ses étudiants en médecine les avertissant que rien n'est réglé au sujet des numéros Inami, et que l'université ne peut leur garantir le fait qu'ils puissent en obtenir un à l'issue de leur cursus.

Ce qui inquiète particulièrement les étudiants, c'est qu'il leur est imposé d'accuser réception de ce courrier, sous peine de voir leur inscription annulée. Bref, ils ont l'impression d'être obligés de consentir au fait qu'aucune solution politique n'est trouvée à la crise du numerus clausus, et qu'il est donc possible qu'ils suivent leur cursus pour rien.

Plus inquiétant encore, ils craignent qu'en signant ce courrier, ils ne puissent plus à l'avenir protester en justice si on venait à leur refuser un numéro Inami. La consigne des syndicats étudiants est donc claire: ils demandent aux étudiants de ne pas signer ce document qui n'aurait d'ailleurs, selon eux, aucune valeur juridique.

**Une obligation administrative**

Du côté des universités, on essaie de

calmer les esprits.

D'abord parce qu'un tel envoi n'est pas inédit. Il a déjà eu lieu l'année dernière dans toutes les universités sous une forme ou une autre. Ensuite, parce qu'il résulte d'une obligation décrétable qui oblige les universités à informer les étudiants qui suivent un cursus menant à un titre professionnel sur les tenants et aboutissants de leurs études.

C'est donc dans cette logique qu'il faudrait comprendre cet envoi, résumé les doyens des facultés, et une source autorisée au plus proche de l'administration de l'enseignement supérieur. *"Par une telle missive, les universités souhaitent répondre à cette obligation. Mais il est impensable que le refus d'une telle signature engendre une annulation d'inscription. Un simple recours donnerait raison à l'étudiant"*, assure cette source à l'instar des syndicats.

Rassurés ou non, les étudiants en profitent pour rappeler qu'une solution politique doit être trouvée au plus vite autour de l'imbrroglio des numéros Inami. Ils rappellent également qu'il reste inadmissible de poursuivre leur cursus alors que leur destin, incertain, demeure dans les mains du politique.

**BdO**